

EXPOSE : LE REGIME FISCAL DES SOCIETES DE CAPITAL RISQUE (S.C.R)

Introduction

Les sociétés de capital risque (s.c.r) ont pour objet de prendre des participations dans des sociétés non cotées en Bourse. De ce fait, elles bénéficient ainsi que leur associés, d'un régime fiscal de faveur.

L'évolution de ce régime est rythmée par différentes lois de finances, notamment celle du 11 juillet 1985, puis, de 2001 dont l'article 8 a réformé et simplifié le statut juridique et fiscal des SCR. Le nouveau régime fiscal est matérialisé par l'article 1^{er}-1 à la loi de 1985, lui-même modifié par la loi de 2005.

Il convient donc de s'interroger sur les conditions et les effets de ce régime fiscal de faveur.

Pour se faire, il s'agit d'étudier tout d'abord les conditions nécessaires à l'application du régime fiscal des sociétés de capital risque (I) puis, d'appréhender les effets relatifs à ce régime fiscal de faveur (II).

I / LES CONDITIONS NECESSAIRES A L'APPLICATION DU REGIME FISCAL DES S.C.R

Il convient d'étudier tout d'abord, les sociétés concernés par ce régime (A), puis d'envisager les conditions requises par les sociétés (B).

A/ LES SOCIETES CONCERNEES PAR CE REGIME

Par principe, les SCR sont des sociétés françaises par actions, dont l'actif doit être représenté à concurrence de 50% au moins d'actions, parts ou obligations convertibles de sociétés, ayant leur siège dans un Etat de l'union européenne et dont les titres ne doivent pas être admis sur un marché français ou étranger.

Elles doivent exercer une activité industrielle ou commerciale et être soumises à l'impôt sur les sociétés ou y seraient soumises si elles étaient en France.

Toutefois, les titres de sociétés nouvelles exonérées d'impôt sur les sociétés sont admis.

Il existe néanmoins des exceptions puisque le portefeuille des SCR peut néanmoins comprendre des titres de sociétés admises sur le « nouveau marché », à condition d'avoir été acquis moins de cinq ans après leur introduction en Bourse et ne pas être détenus plus de cinq ans.

A compter du premier janvier 2005, le nouveau marché est supprimé. Pour compenser cette suppression, les SCR, notamment (les FCPR et FCPI aussi), sont autorisés à investir, dans la cadre de leur quota dans les sociétés cotées, sur un marché européen d'instruments financiers dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou une entreprise d'investissement, à la condition que la capitalisation boursière de ces sociétés soit inférieure à 150 millions d'euros.

B / LES CONDITIONS REQUISES PAR LES SOCIETES

Tout d'abord, ces sociétés disposent d'un **délai de 2 ans** à compter du premier exercice placé sous le régime de faveur, pour atteindre le quota de 50% des titres non cotés.

Cependant, la société ne peut pas acquérir un nombre de titres lui conférant directement ou indirectement plus de **40 % des droits de vote** dans la filiale.

Concernant ensuite la détention du capital, un groupe familial (conjoint, ascendant, descendant) ne peut pas détenir directement ou indirectement plus de **30 % des droits dans les bénéfices** d'une SCR.

Par ailleurs, la condition d'unicité de l'objet social introduite par la loi de finance de 2001 (Article 1^{er}-1 de la loi de 1985), est toujours d'actualité.

Ainsi, l'activité exclusive doit être la gestion d'un portefeuille-titres.

Elles peuvent, toutefois, être propriétaire des biens meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement de la société.

De plus, les SCR dont le total du bilan n'a pas excédé 10 millions d'euros au cours de l'exercice précédent, peuvent effectuer des prestations de service extérieures, dans le prolongement de leur objet social.

Le caractère accessoire de ces prestations est caractérisé sous réserve de deux conditions à remplir:

D'une part, que leur chiffre d'affaire ne dépasse pas 50 % des charges de cet exercice, et d'autre part, que le bénéfice relatif aux prestations de service accessoires, exonéré d'impôt sur les sociétés, ne dépasse pas 38 120€ par période de 12 mois.

On en déduit donc, que les SCR dont le total du bilan excède 10 millions d'euros et qui n'ont donc plus la possibilité d'effectuer de telles prestations de services même à titre accessoires, devront filialiser ces activités extérieures si elles veulent continuer à bénéficier du régime de faveur.

II / LES EFFETS DU REGIME FISCAL DES SOCIETES DE CAPITAL RISQUE

Il s'agit d'étudier, tout d'abord, le régime fiscal des cessions et distributions d'actions des SCR (A), il convient ensuite d'envisager les SCR et exonérations d'impôt sur les sociétés (IS). (B)

A/ LE REGIME FISCAL DES CESSIONS ET DISTRIBUTIONS D' ACTIONS DES SCR

Les distributions prélevées sous les autres résultats soumis à l'IS continuent à être soumises à l'IS, dans les conditions de Droit commun, cependant le régime fiscal des distributions prélevées sur les résultats exonérés d'IS est différent.

Tout d'abord, pour les personnes morales, elles sont exonérées d'IS sur l'ensemble des revenus et des plus values de leur portefeuille de titres cotés ou non cotés.

Le champ d'application des plus values à long terme s'applique pour certains titres de capital risque détenus depuis au moins cinq ans.

Les plus values réalisées sont imposées au taux réduit de 8% en 2006 et seront exonérées à compter des exercices ouverts en 2007 (exception faite d'une quote-part de frais et charges).

Pour les personnes physiques, ensuite, les dividendes distribués, mais prélevés sur des produits et plus values provenant du portefeuille exonéré d'IS, bénéficient à cet égard d'un régime fiscal favorable.

En effet, elles sont exonérées d'impôt sur les revenus pour l'ensemble des revenus distribués, à condition d'une part, qu'ils soient réinvestis immédiatement dans la SCR, d'autre part, que le contribuable conserve les titres de la SCR pendant au moins cinq ans et enfin que son groupe familial ne détienne pas plus de 25% du capital d'une société du portefeuille de la SCR.

A défaut d'exonération, il y aura imposition au taux de 27%, prélèvements sociaux compris, pour la fraction de dividendes prélevée sur des plus values réalisées au cours des quatre derniers exercices.

Cette condition est supprimée pour les investissements effectués des 2002.

Il convient de rappeler que ce régime ne s'applique pas de plein droit une option doit être exercée.

Enfin, pour la fraction de dividendes prélevés sur les autres revenus de portefeuille, l'imposition est de droit commun.

B/ LES SCR ET EXONERATION D'IS

Les sociétés sont exonérées d'impôt sur les sociétés sur l'ensemble des revenus et plus values nets de leur portefeuille provenant de titres cotés ou non cotés.

Cette exonération s'applique également aux bénéfices relatifs aux activités de prestations de services extérieures réalisées par les SCR de taille modeste, soit

dont le total du bilan est inférieur à 10 millions d'euros dans la limite de 38 120€ par période de 12 mois.

En revanche sont soumis à l'IS :

D'une part, les plus values nettes dégagées lors de la cession de titres ayant rémunéré l'apport de leurs activités de prestations de services extérieures à des filiales.

D'autre part, les produits réalisés par les SCR qui ne proviennent pas des produits et plus values nets de leur portefeuille.

Le non respect de l'une quelconque des conditions de fonctionnement des SCR entraîne la déchéance du régime de faveur des SCR et donc son assujettissement à l'IS dans les conditions de droit commun sur la totalité des bénéfices.

Rappelons, enfin, que le régime d'intégration fiscale, qui permet à une société mère d'être seule redevable de l'IS, de l'IFA et des impôts de distribution pour l'ensemble du groupe, n'est pas applicable pour les SCR. En effet, sont exclues de ce régime toutes les sociétés dont tout ou partie du bénéfice échappe à l'imposition ce qui est le cas notamment des SCR.

A titre de remarque terminale, il convient de constater que le régime fiscal des SCR semble se calquer sur celui des fonds communs de placement à risque, notamment en ce qui concerne l'unicité de l'objet social soit la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et de titres non cotés.